L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 27 SEPTEMBRE 1876. 32me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

MERCREDI MATIN, 27 SEPTEMBRE.

Candidatures démocratiques 1876

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS,

SAMUEL J. TILDEN,

DE NEW-YORK.

POUR VICE-PRESIDENT,

THOS. A. HENDRICKS,

DE L'INDIANA.

POUR GOUVERNEUR DE LA LOUISIANE,
GÉNÉRAL FRANK T. NICHOLLS,
D'ASSOMPTION.

POUR LIEUTENANT GOUVERNEUR,
HONORABLE L. A. WELTZ,
D'ORLÉANS.

POUR AVOCAT-GÉNÉRAL,
H. N. OGDEN,
D'ORLÉANS.

POUR SECRETAIRE D'ETAT,
W. A. STRONG,
DE WINN.

POUR AUDITEUR,
ALLEN JUMEL,
D'IBERVILLE.

POUR SURINTENDANT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE,
R. M. LUSHER,
D'ORLÉANS.

VENTES A LICITER DE CE JOUR.

Par Pisodo J. Spear, au No 44 rue Royale—grand assortiment de meubles.

Par O. Valeton, 15 rue Thalie, entre Camp et Magazine—un lot de meubles.

Par Vincent & Cie, aux Nos 62 et 64, de la rue Bonne—bottes, souliers et brodequins.

SPECTACLES.

Mercredi 27 septembre 1876.

ACADEMIE DE MUSIQUE.—A huit heures du soir Le célèbre Herrmann.

L'organisation démocratique à la Nouvelle-Orléans

Nous espérons pour l'honneur du parti démocrate conservateur à la Nouvelle-Orléans qu'il ne se représentera plus une occasion où le président d'un comité sur la vérification des pouvoirs des délégués à une convention de paroisse, se croira dans la nécessité de tenir le langage sévère que nous reproduisons ci dessous et qui est tiré de la conclusion de son rapport.

En terminant, Mr le président et MM. les membres de la Convention, nous vous ferons respectueusement observer que la question posée devant les habitants de cette paroisse n'est rien moins qu'une direction convenable à donner à nos élections primaires. Il nous semble que le peuple demande une seule chose—c'est qu'il n'y ait pas de luttes honteuses à propos de places d'argent, mais qu'on reste fidèle aux principes sur lesquels repose notre gouvernement—principes dont l'existence et la conservation peuvent seules rendre notre gouvernement heureux et prospère.

Votre comité a le regret de déclarer, que les élections primaires qui ont eu lieu récemment ont été telles dans quelques wards de la ville que les citoyens honnêtes ne manquent d'empêcher de les condamner; que l'enquête a démontré que ceux qui sont chargés d'administrer la paroisse n'ont pas recours à un système organisé dans le but de contrôler la politique des différents ward—on sera témoin de mêmes scènes aux prochaines conventions.

Les événements de chaque jour indiquent de plus en plus la nécessité d'une mesure de ce genre; ils éveillent un sentiment public qui, tôt ou tard, imposera une réforme dans les élections primaires malgré les moyens arbitraires qu'emploient les chercheurs de places et les meneurs. Nous nous proposons donc de soumettre à la convention, si elle y consent, des réglements convenables pour les élections primaires de la paroisse.

Il est pénible de songer que de pareilles déclarations n'ont été que trop justifiées et qu'avant même que le radicalisme en Louisiane ait été définitivement vaincu, l'organisation démocratique dans la paroisse d'Orléans, ait donné le déplorable spectacle de dissensions et de troubles qui ont dû réjouir le cœur des ennemis de notre malheureux Etat.

Cependant, nous devons nous féliciter de ce que, grâce au zèle et à l'énergie des bons citoyens, deux ci sont obtenu dans la convention une représentation suffisante pour empêcher les mauvais éléments de la contrôler entièrement.

Tandis que le rapport de la minorité n'a pas hésité à flétrir la fraude et l'intimidation partout où elles ont été employées, le rapport de la majorité a proposé un compromis dans l'intérêt—bien ou mal compris—de l'harmonie: mais il n'en a pas moins fait ressortir la nécessité d'adopter des mesures pour empêcher le retour des scandales signalés.

La proposition qui termine le rapport est précisément conforme à la suggestion que nous avions faite nous-même dans notre article du dimanche. La Convention ne saurait prendre trop de précautions pour éviter que des factions sans scrupules puissent recourir à de procédés de fraude et d'intimidation qui aboutiraient certainement à une rupture dans le grand parti démocrate conservateur.

Mais les réglements qu'adoptera la Convention, si stricts et si sévères qu'ils puissent être, ne suffiront pas. Il faudra, en outre, que la prochaine législature s'attaque à la cause qui est la source même des abus et des fraudes. L'abolition des sinécures, la suppression des gros émoluments, la réduction des salaires et la diminution du nombre des places électives, telles sont les mesures qui, seules, pourront débarrasser les élections locales d'une compétition éhontée pour les emplois.

Nous avons démontré aussi récemment, la nécessité de séparer les élections municipales des élections congressionnelles et d'Etat, nous reviendrons sur ces divers sujets à l'approche de la session législative.

Malheureusement, nous craignons que par la faiblesse qu'a montrée la majorité du comité en compromettant avec les fraudeurs ou en leur donnant raison dans certains wards, la délégation de la ville à la législature ne soit pas généralement favorable aux réformes et que quelques uns de ses membres ne soient disposés à soutenir les intérêts de ceux qui auront été élus aux grosses places inutiles et aux émoluments d'Etat. Aussi longtemps que ces fabrications sont reçues dans le cercle où elles étaient nées, il n'y a pas eu grand mal. Mais quand le Fantôme est lancé en public, sans information préalable, leur donne une circulation où le caractère et la position sociale des personnes qui les répandent sont inconnus, un tort grave est causé au crédit de l'Etat. Je vous demande, en conséquence de rendre publique cette contradiction officielle.

Très respectueusement,
WM. P. KELLOGG.

EGLISE SAINTE-MARIE A RACELAND—BAYOU LAFOURCHE.—Les travaux de fondation de la nouvelle église Ste-Marie, Raceland, étant à peu près terminés, la bénédiction de la première pierre sera faite solennellement Dimanche, 8 octobre, à 11 heures et demie A. M., par le Grand-Vicaire Monseigneur C. M. Dubuis, évêque de Galveston.

Ce même jour, et la veille, samedi, 7 octobre, une foire sera donnée au profit de l'église, avec accompagnement de concert, représentations dramatiques et autres amusements variés. Nous remarquons le grand Vaisseau de Fortune qui fera certainement affaire.

HERRMANN.—Pour la dernière matinée, M. a choisi une deuxième édition de ce succès et a fait exécuter ses tours les plus surprenants, qui ont tant charmé le public. Ce soir, pour la dernière fois, le célèbre Herrmann.

Les choix de la Convention de paroisse.

Nous réservant d'apprécier plus mûrement l'ensemble des choix faits par la Convention démocrate de paroisse, nous nous bornerons brièvement ici notre première impression.

Il y a, comme il fallait s'y attendre, après ce qui s'est passé, de bons et de mauvais choix et d'autres simplement passables.

En ce qui concerne l'administration municipale, nous avons lieu de nous féliciter du fait que la Convention a choisi un bon candidat pour les fonctions de maire et une majorité de bons administrateurs.

L'honorable maire actuel, M. Leeds, ayant refusé de se laisser porter candidat, nous n'avions pas hésité à soutenir M. Pilsbury comme le plus capable de tous les candidats proposés. Il a été nommé par acclamation.

La nomination de M. J. C. Denis comme administrateur des finances, celle de M. Brown renommé pour le département des comptes, celle de M. D. E. Edwards pour les waterworks et celle de M. Cavanac, choisi pour administrateur du commerce, donneront généralement satisfaction. Ces quatre honorables citoyens soutiendront certainement M. Pilsbury dans ses plans pour tirer la ville de ses embarras financiers sans augmenter les charges des contribuables.

Nous regrettons que M. Bonny n'ait pas été renommé administrateur des assessments, mais nous n'avons encore aucun renseignement sur M. Rangesdorff qui lui a été préféré.

Le département des améliorations a été donné à M. McCaffrey; nous ne savons de lui qu'une chose, c'est qu'il était patronné par la faction Visard, opposée dans le troisième ward à la faction Finnerty. M. Burke a été battu de 5 voix seulement, et il eût été probablement élu si les délégués contestants du 5me ward eussent été admis même avec un demi-vote, car les onze délégués de ce ward (faction Workingmen et Youngmen) ont voté comme un seul homme pour McCaffrey.

Le département de la police a été donné à M. Robert Diamond, ex-chef de police il y a quelques années, chef de la faction dite des "short hairs" du second ward. Ce département est peu important et disparaîtra sans doute, si on rend le contrôle de la police à la ville.

Somme toute, l'administration municipale est donc plus satisfaisante que nous n'osions l'espérer.

Pour la magistrature nous avons aussi un peu plus qu'une demi satisfaction. Nous avons à nous féliciter de la réélection des juges Abell, Tissot et Sancier et de la nomination du juge Monroe, mais nous regrettons l'échec du juge Bonner sur lequel M. W. T. Houston l'a emporté, et celui de M. Rightor auquel a été préféré M. Walter H. Rogers.

Aucun candidat n'était recommandé par le barreau pour la place de juge de la Cour Supérieure de District; M. Bryant l'a emporté sur MM. Cooley et Walsh; nous n'avons pas de renseignements suffisants pour parler aujourd'hui de M. Bryant.

Pour la Cour criminelle supérieure, M. T. G. Hunt était le candidat recommandé par le barreau, mais cinq ou six candidats étaient présentés. M. Wm R. Whitaker l'a emporté. Nous croyons qu'il fera un excellent juge criminel.

Les autres nominations n'ont qu'une importance secondaire pour la masse du public. Nous nous contentons de dire que M. Thos. H. Hardy l'a emporté sur la place de shérif civil sur ses concurrents et que le fameux Fitzpatrick de la faction Finnerty du troisième ward a été battu pour shérif criminel par M. James D. Houston.

Les greffiers des cours sont MM. James O'Neil, John Herbert, B. Armbruster, John Carry, Thos. Duffy, J. B. Guillotte, C. Taylor Gauche et Eugène May. Nous félicitons M. Guillotte qui est un excellent démocrate de sa nomination; presque tous les autres nous sont inconnus.

UNE PETITE FÊTE AU PICAYUNE.—Les bureaux du *Picayune* ont été hier le théâtre d'une intéressante petite fête de famille. M. Geo. Nicholson, l'un des propriétaires du journal, a offert au nom des propriétaires et attachés de l'établissement une fort belle montre en or à M. Geo. W. Lloyd, directeur politique du *Picayune*, à l'occasion de son cinquantième anniversaire. M. Nicholson a également offert à M. Lloyd, au nom de Mme Vve Holbrook, une chaîne d'or qui avait appartenu au mari de cette dernière, l'un des fondateurs du *Picayune*. Ces deux présentations ont été suivies d'un échange de compliments. Le professeur Dimitry, M. Walker, le colonel Smith et autres ont prononcé quelques paroles appropriées à la circonstance et la soirée s'est passée au milieu d'effusions cordiales. Nous ajoutons nos compliments à ceux qu'a reçus dans cette occasion notre estimable confrère, M. Lloyd.

LES CONSOLIDÉS DE L'ETAT.

La déclaration suivante, adressée par Mr. Kellogg au *Picayune*, étant de nature à rassurer les créanciers de l'Etat, particulièrement les capitalistes qui ont des bons consolidés, en dissipant tous les doutes sur le paiement de l'intérêt semestriel de janvier prochain, nous nous faisons un devoir de la reproduire. La déclaration, d'ailleurs, est bonne à citer et nous en prenons acte.

Département de l'Exécutif,
Etat de la Louisiane,
Nouvelle-Orléans, 25 septembre 1875.

A l'Editeur du *Picayune*:

Monsieur.—Je vois avec regret que le *Picayune* d'hier, sous le titre de "Consolidés d'Etat," "Intérêt de la dette d'Etat," &c., donne publicité à des nouvelles dont la fausseté sur chaque point essentiel lui eut appris s'il eut demandé des renseignements aux officiers ministériels compétents.

Aucun argent n'a été détourné du fonds général pour payer l'intérêt de juillet de nos consolidés d'Etat. Il n'y a eu aucun détournement d'aucun fonds général ou spécial pour aucun objet que ce soit. Toutes les personnes versées dans les finances d'Etat savent qu'une telle diversion serait impossible sans être promptement connue. L'argent reçu au trésor pour le fonds général est absorbé tout aussitôt par le payement des mandats qui sont dûs. Une tentative d'empiéter sur les trois autres fonds savoir: les fonds de levée, de la maison d'Etat et des écoles, serait accueillie par les clameurs des personnes intéressées sans qu'il fut possible de s'y méprendre.

Le fonds d'intérêt est intact et je ne vois aucune raison de douter que l'Etat ne puisse avoir en dépôt une somme suffisante pour payer l'intérêt de janvier des consolidés aussitôt qu'il sera échu.

Les bruits semblables à ceux qui ont été mentionnés par le *Picayune* ont été mis en circulation depuis quelques jours par un petit ring de courtiers spéculateurs en cette ville dans le but de faire baisser les consolidés d'Etat. Aussi longtemps que ces fabrications sont reçues dans le cercle où elles étaient nées, il n'y a pas eu grand mal. Mais quand le *Picayune* en les reproduisant, sans information préalable, leur donne une circulation là où le caractère et la position sociale des personnes qui les répandent sont inconnus, un tort grave est causé au crédit de l'Etat. Je vous demande, en conséquence de rendre publique cette contradiction officielle.

Très respectueusement,
WM. P. KELLOGG.

La Convention de Paroisse.

La Convention a été appelée à l'ordre hier à midi et demi, par le président O'Brien qui a annoncé une communication de quelques mots de M. Ball, les portes donnant accès aux cessions ont été ouvertes au public et la foule qui assiégeait les portes s'est précipitée à l'intérieur et a occupé toutes les places disponibles.

Le comité du barreau ayant été admis, M. Finney, le président, a donné connaissance à la Convention des résolutions et des recommandations du barreau déjà connues.

M. Gill, du sixième ward, a présenté une résolution relative au paiement des contributions des candidats et pour la nomination d'un comité pour remplir les vacances.

Sur motion, tous les candidats ont été requis de quitter la salle, et on a procédé aux nominations, en commençant par le maire et les administrateurs.

M. Dalton hésite à proposer pour maire M. E. Pilsbury. Le nom de M. I. W. Patton, mis en avant, a été retiré, et M. Pilsbury a été nommé par acclamation.

Le secrétaire a donné lecture de l'engagement de M. Pilsbury.

Pour administrateur des améliorations, les noms de E. A. Burke et de John McCaffrey ont été proposés et le vote a donné le résultat suivant: McCaffrey, 66, Burke 65. La nomination de McCaffrey a été ensuite déclarée unanime.

Pour administrateur des assessments les noms suivants ont été proposés: John Bonny, H. Kummel 8 1/2, Keiser 8, Walton 7, Rangsdorff a été déclaré élu.

Pour administrateur de finances on a prononcé MM. J. C. Denis, P. J. Cockburn et Samuel Todd. Au premier tour de scrutin Denis a obtenu 134 1/2, Cockburn 68 Todd 1 1/2. La nomination de M. Denis a été rendue unanime.

M. J. S. Brown a été nommé par acclamation pour administrateur des comptes publics.

Pour administrateur de police le vote a été comme suit: E. R. Diamond 89 1/2, W. L. Owen 22 1/2, Frank Carroll 9, Hinman 8, O'Donnell 4 et Hanley 1.

Pour administrateur du commerce, le vote a été: Chas. Cavanac, 94 1/2, Jos. Sweeney, 17, W. E. Clark, 20 1/2, Geo. H. Lord, 4.

Pour administrateur des waterworks, M. James B. Edwards a eu 81 voix contre 53 données à John H. McCann.

Pour le juge de la Première Cour de District, deux noms sont proposés, Alphonse Canonge et Edmond Abell, le titulaire actuel. Le nom de Mr. Canonge ayant été retiré, le juge Abell est nommé par acclamation.

Pour le juge de la Seconde Cour de District deux noms sont proposés, Mr. A. J. Villeré et le juge A. L. Tissot, le titulaire actuel.

Au premier tour de scrutin, le juge Tissot obtient soixante-dix votes et demi et Mr. Villeré soixante-trois votes et demi. Le juge Tissot est déclaré élu à l'unanimité.

Pour la Troisième Cour de District, trois candidats sont proposés, Mr Frank A. Monroe, Geo. E. Leahonnier et J. D. Coleman. Les deux derniers ayant été retirés, Mr Monroe est nommé par acclamation.

Pour le juge de la Quatrième Cour de District, deux candidats sont proposés: W. T. Houston et J. W. Bonner.

Au premier tour de scrutin, Mr W. T. Houston a obtenu cent dix huit votes et Mr Bonner seize. Mr Houston est déclaré élu à l'unanimité.

Pour le juge de la Cinquième Cour de District, trois candidats sont proposés, messieurs Walter H. Rogers, E. North Cullom et M. H. Rightor.

Au premier tour de scrutin, M. Rogers obtient quatre-vingts-dix votes, M. Rightor trente-sept et M. Cullom sept.

M. Rogers est déclaré élu à l'unanimité.

Pour le juge de la Sixième Cour de District deux noms sont proposés, M. J. C. Smith et le juge Arthur Sancier, le titulaire actuel.

Le nom de M. Smith, ayant été retiré, le juge Sancier est nommé par acclamation.

Pour le juge de la Cour Supérieure de District trois candidats sont proposés; messieurs D. E. Bryant, Thos. J. Cooley et H. H. Walsh.

Au premier tour de scrutin, Mr Bryant obtient cent six votes, Mr. Cooley vingt-deux et Mr. Walsh six.

Mr. Bryant est déclaré élu à l'unanimité.

Pour le juge de la Cour Supérieure Criminelle, cinq candidats sont proposés: Messieurs Wm. R. Whitaker, C. W. Lozenberg, Tobias Gibson, Sam. E. Walker, T. G. Hunt.

Au premier tour de scrutin Mr. Whittaker obtient quatre-vingt-un votes, Mr. Lozenberg onze et demi, Mr. Gibson dix-neuf et demi, Mr. Walker neuf et Mr. Hunt treize.

Mr. Whittaker est déclaré élu à l'unanimité.

GREFFIERS DE COUR.

Pour le greffier de la première cour de district, douze candidats sont proposés: P. Wharton Collens Jne., G. Kepfer, Thomas G. Rapier, Thomas Tagnent, James O'Neil, J. B. Fagot, Peter G aiva, Louis Fowler, E. Dennis, Frank Wheaton, F. M. Adams et P. Graydin.

Au premier tour de scrutin Mr. James O'Neil ayant reçu plus des deux tiers des votes est déclaré élu à l'unanimité.

Pour le greffier de la seconde cour de district les candidats suivants sont proposés: John Herb rt, John Holmes et Jules Vienne.

Au premier tour de scrutin, M. Herbert obtient 91 votes, M. Holmes, 39 et M Vienne, 14.

Pour le greffier de la Troisième Cour de District, les candidats suivants sont proposés: L. A. Richards, A. J. Beck, Frank Herron, P. J. Sullivan, J. C. Golding, Ed. Ryan, Emile Hilbarn, Wm. Pierce, Chas. de Armas, J. Armbruster, John Davey et Louis Mercier.

Il y a eu deux tours de scrutin et M. Armbruster est déclaré élu à l'unanimité.

Pour le greffier de la quatrième cour de district les candidats suivants sont proposés: John Curry, M. C. Rogers, C. C. Flannagan, W. H. Marks, Gaston Bonnefoy, A. Lynch, F. W. Hebrard, J. B. Casey et O. J. Tennyson.

Au troisième tour de scrutin Mr. Carry est déclaré élu par acclamation.

Pour le greffier de la cinquième cour de district les candidats suivants sont proposés: E. T. Manning, Thos. Duffy, Jos B. Logan, Geo. W. O'Brien, A. H. Foss F. Curley, Charles Rasmuel.

Au premier tour de scrutin Mr Duffy ayant obtenu soixante-neuf votes est déclaré élu à l'unanimité.

Pour le greffier de la Sixième Cour de District, les candidats suivants sont proposés:

J. B. Guillotte, J. J. O'Brien, Geo. G. Lawrence, C. S. Boarman, M. McNamara, Stephen O'Leary, Jas. Nugent et F. Charleville.

Au premier tour de scrutin Mr. Guillotte ayant obtenu quatre-vingt-six votes et demi est déclaré élu à l'unanimité.

Pour le greffier de la Cour Supérieure de District plusieurs candidats sont proposés, mais Mr. C. Taylor Gauche obtient une si forte majorité au premier tour de scrutin, qu'il est déclaré élu à l'unanimité.

Pour le greffier de la Cour Supérieure Criminelle, Mr. Eugène May est également déclaré élu à l'unanimité.

SHERIF CRIMINEL.

Pour le shérif des Cours criminelles plusieurs candidats sont proposés, entr'autres messieurs Guillotte, John Fitzpatrick et Jas. D. Houston.

Ce dernier ayant obtenu une forte majorité est déclaré élu à l'unanimité.

SHERIF CIVIL.

Pour le shérif des Cours civiles quatre candidats sont proposés, messieurs Barbide, Pugas, J. R. Alcée Gastineaux et Thos. H. Hardy.

Après le premier tour de scrutin, messieurs Barbide et Gastineaux s'étant retirés, il ne reste plus que messieurs Pugas et Hardy.

Ce dernier ayant obtenu la majorité est déclaré élu à l'unanimité.

AVOCAT DU DISTRICT.

Pour la place d'avocat de district plusieurs candidats sont proposés, M. Finney, ayant obtenu plus de la moitié des votes au premier tour de scrutin est déclaré élu à l'unanimité.

Après cette nomination, la convention s'ajourne au lendemain à midi.

Il reste à choisir les juges de paix, les juges de district, les agents de police et les membres de la Chambre des Représentants.

—Un de nos diplomates en mission à Rome, se trouvait dans une société avec un peintre fort connu.

Le peintre se plaignait.

—Je ne comprends pas, disait-il, que je ne puisse jamais arriver dans un salon sans entendre dire: "Tiens, voilà le peintre d'enseignes!"

—Il est vrai, répondit le diplomate, que votre style rappelle un peu celui de Raphaël.

—Mais, Monsieur, répondit le diplomate avec un sourire, je ne parle pas, je ne peindre aucun souvenir que de la supplication.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Mardi de ce mois Septembre.

Mme Dowling, qui avait été si grièvement assaillie la nuit dernière, par une explosion d'huile de charbon, est morte de ses brûlures mardi dans la matinée. Mme Dowling était veuve et demeurait rue Chippewa No. 261. Elle laisse plusieurs enfants qui sont dans l'affliction.

Cour de Commissaire Southworth.

Beaucoup de prévenus pour fraude d'enregistrement, mais presque tous ont été remis.

Le juge Southworth avait à prononcer sur 16 affaires hier matin. Julius Rey, C. Strouse, John Lobe, Francis Lobe, Chas. Henry, Léon Simmons, pour enregistrement frauduleux. Tous ont été mis hors de cour, excepté Mr. Anthony Kennedy, pour faux papiers de naturalisation, qui a été mis en liberté, et suppression, qui a été remis à huitaine. Dans l'affaire de Mr. Rey, il a été prouvé que le fait avait été commis contre Pat Riley et son fils Pascal, pour avoir préparé de faux certificats de naturalisation. Le cas est renvoyé devant le Grand Jury. Dans l'affaire de Mr. Strouse, pour faux papiers de naturalisation, qui a été mis hors de cour, et suppression, qui a été remis à huitaine. Dans l'affaire de Mr. Henry, pour faux papiers de naturalisation, qui a été mis hors de cour, et suppression, qui a été remis à huitaine. Dans l'affaire de Mr. Simmons, pour faux papiers de naturalisation, qui a été mis hors de cour, et suppression, qui a été remis à huitaine. Dans l'affaire de Mr. Lobe, pour faux papiers de naturalisation, qui a été mis hors de cour, et suppression, qui a été remis à huitaine. Dans l'affaire de Mr. Francis Lobe, pour faux papiers de naturalisation, qui a été mis hors de cour, et suppression, qui a été remis à huitaine. Dans l'affaire de Mr. Chas. Henry, pour faux papiers de naturalisation, qui a été mis hors de cour, et suppression, qui a été remis à huitaine. Dans l'affaire de Mr. Léon Simmons, pour faux papiers de naturalisation, qui a été mis hors de cour, et suppression, qui a été remis à huitaine. Dans l'affaire de Mr. Julius Rey, C. Strouse, John Lobe, Francis Lobe, Chas. Henry, Léon Simmons, pour enregistrement frauduleux. Tous ont été mis hors de cour, excepté Mr. Anthony Kennedy, pour faux papiers de naturalisation, qui a été mis en liberté, et suppression, qui a été remis à huitaine. Dans l'affaire de Mr. Rey, il a été prouvé que le fait avait été commis contre Pat Riley et son fils Pascal, pour avoir préparé de faux certificats de naturalisation. Le cas est renvoyé devant le Grand Jury. Dans l'affaire de Mr. Strouse, pour faux papiers de naturalisation, qui a été mis hors de cour, et suppression, qui a été remis à huitaine. Dans l'affaire de Mr. Henry, pour faux papiers de naturalisation, qui a été mis hors de cour, et suppression, qui a été remis à huitaine. Dans l'affaire de Mr. Simmons, pour faux papiers de naturalisation, qui a été mis hors de cour, et suppression, qui a été remis à huitaine. Dans l'affaire de Mr. Lobe, pour faux papiers de naturalisation, qui a été mis hors de cour, et suppression, qui a été remis à huitaine. Dans l'affaire de Mr. Francis Lobe, pour faux papiers de naturalisation, qui a été mis hors de cour, et suppression, qui a été remis à huitaine. Dans l'affaire de Mr. Chas. Henry, pour faux papiers de naturalisation, qui a été mis hors de cour, et suppression, qui a été remis à huitaine. Dans l'affaire de Mr. Léon Simmons, pour faux papiers de naturalisation, qui a été mis hors de cour, et suppression, qui a été remis à huitaine.

TEMPERATURE.—26 Sept. 1876.
Ordonnée de C. Dimmock, opticien d'Allemagne.

	Fahrenheit.	Centigrade.
8 h. du matin	77	25
Midi	80	26
2 P. M.	82	28
4 P. M.	82	28

Avis! Avis! Avis!—Ayez soin de ne pas acheter de l'alcohol réduit pour du *Whisky Magnolia* de S. H. Pike. Examinez attentivement le tête du baril sur lequel se trouve le timbre du gouvernement et soyez vous que le nom des fabricants—F. F. Johnson & Co., de Cincinnati, Ohio,—sont imprimés dans le timbre et sur la tête du baril. C'est le seul véritable *Magnolia de Pike* qui se vend sur le marché de la Nouvelle-Orléans, depuis plus de vingt-cinq ans.

—M. le comte de Paris, qui est beaucoup d'amateur, vient d'acheter un magnifique yacht de course d'environ trente tonneaux.

—La justice donne, paraît-il, à ce qu'on raconte à Shreveport, une singulière interprétation.

Miss Odile Montchanin, qui passe de son accent local, demandait d'urgence un divorce d'avec son mari, qui avait, disait-elle, commis envers elle des sévices graves. Le mari, qui est un planteur de la Rivière Rouge, a été condamné à payer à sa femme une pension alimentaire de 30 fr. l'heure, aussi longtemps que durera la procédure. Le mari a fait appel de ce jugement, qui est, paraît-il, sans précédent dans les annales judiciaires de la Louisiane. Il a été convenu que la pension ne courra que pendant les heures de travail, c'est-à-dire de 10 h. du matin à 4 h. du soir. Il paraît que la femme a déjà obtenu plus de 100 fr. d'arrérages, mais qu'on ne sait pas encore si le mari pourra obtenir son divorce.

Pour faire payer son compte, le docteur Mallet, de Shreveport, a fait saisir, à la demande de M. le président, le bétail de M. Miller, un planteur de la Rivière Rouge. Le docteur Mallet a été obligé de faire rapporter cette saisie, car Mlle Odile Montchanin, la femme de M. Gaston Miller, l'ordonné à M. le docteur Mallet de garder son bétail. Le docteur Mallet a refusé. Mlle Odile Montchanin a dû se rendre elle-même à la ferme de son mari, et a fait rapporter cette saisie. Elle a déclaré qu'elle ne voulait pas que son mari fut ruiné par les frais de justice.

—Les désordres continuent à Lyon à chaque représentation du Grand-Théâtre.

Dès dimanche on avait remarqué que dans le ballet du *Juif errant*, pendant la représentation de *la Juive*, il y a eu dans la salle un vacarme comme on n'en avait jamais entendu. Les chœurs, les solos, tout a été inutile, on n'a pas pu prendre les airs de la pièce, on a dû interrompre, et pendant toute la représentation on a hurlé: "A bas Sanlorey!"

A l'extérieur, des cents personnes environ, réunies sur la place des Terreaux, ont commencé à scander ces cris; mais dix heures ont été arrêtées.

—*Le Moniteur de Puy-de-Dôme* signale un phénomène météorologique des plus curieux, qui a été observé à Clermont.

Jeudi, vers neuf heures du soir, un magnifique arc-en-ciel lunaire se déployait du nord-ouest au nord-est, parfaitement développé et présentant les couleurs presque aussi intenses.

Les couleurs étaient assez nettes, malgré l'obscurité relative du ciel; on y distinguait facilement les sept couleurs du prisme dans son ordinaire.

L'arc-en-ciel semblait surmonter un amoncellement de nuages blancs et noirs qui précédaient un orage qui a fait périodiquement.

L'apparition a duré un quart d'heure environ.

C'est la deuxième fois qu'on observe ce phénomène à Clermont.

—On lit dans la *Province de Bordeaux*:

"Depuis quelque temps, il est question d'une grande revue de toute la garnison de notre ville sur l'esplanade des Quinconces. Je nous apprenons que dans peu de jours, le général Lebrun, commandant la 18e division d'infanterie, arrivera à Bordeaux, pour passer, en présence de M. le préfet, de M. le général, inspecteur de cavalerie, et de M. l'inspecteur d'artillerie, la revue définitive des troupes.

Il paraît que le service, l'instruction des réservistes ne paraîtront pas avoir satisfait dans les casernes. Cependant, le général Lebrun, dans la dernière revue qu'il a passée à Libourne, a félicité les officiers de leurs efforts et de leur zèle. Il paraît que, dans la revue de Bordeaux, il ne sera pas aussi satisfait, et qu'il ne fera pas de compliments aux officiers de la garnison.

Il paraît même que le général Lebrun, dans la dernière revue qu'il a passée à Libourne, a déclaré que, si les choses ne changeaient pas, il ne reviendrait plus à Bordeaux.

Ces bruits ont produit une certaine émotion parmi les officiers de la garnison de Bordeaux, car, si on ne peut pas dire que la ville de Bordeaux soit une ville de garnison, il est certain que la présence de la troupe y est très appréciée, et que les officiers y sont très recherchés.

Nous espérons que ces bruits ne se confirmeront pas, et que le général Lebrun ne donnera pas suite à son projet de ne plus revenir à Bordeaux."

—Le justice donne, paraît-il, à ce qu'on raconte à Shreveport, une singulière interprétation.

Miss Odile Montchanin, qui passe de son accent local, demandait d'urgence un divorce d'avec son mari, qui avait, disait-elle, commis envers elle des sévices graves. Le mari, qui est un planteur de la Rivière Rouge, a été condamné à payer à sa femme une pension alimentaire de 30 fr. l'heure, aussi longtemps que durera la procédure. Le mari a fait appel de ce jugement, qui est, paraît-il, sans précédent dans les annales judiciaires de la Louisiane. Il a été convenu que la pension ne courra que pendant les heures de travail, c'est-à-dire de 10 h. du matin à 4 h. du soir. Il paraît que la femme a déjà obtenu plus de 100 fr. d'arrérages, mais qu'on ne sait pas encore si le mari pourra obtenir son divorce.

Pour faire payer son compte, le docteur Mallet, de Shreveport, a fait saisir, à la demande de M. le président, le bétail de M. Miller, un planteur de la Rivière Rouge. Le docteur Mallet a été obligé de faire rapporter cette saisie, car Mlle Odile Montchanin, la femme de M. Gaston Miller, l'ordonné à M. le docteur Mallet de garder son bétail. Le docteur Mallet a refusé. Mlle Odile Montchanin a dû se rendre elle-même à la ferme de son mari, et a fait rapporter cette saisie. Elle a déclaré qu'elle ne voulait pas que son mari fut ruiné par les frais de justice.

—Les désordres continuent à Lyon à chaque représentation du Grand-Théâtre.

Dès dimanche on avait remarqué que dans le ballet du *Juif errant*, pendant la représentation de *la Juive*, il y a eu dans la salle un vacarme comme on n'en avait jamais entendu. Les chœurs, les solos, tout a été inutile, on n'a pas pu prendre les airs de la pièce, on a dû interrompre, et pendant toute la représentation on a hurlé: "A bas Sanlorey!"

A l'extérieur, des cents personnes environ, réunies sur la place des Terreaux, ont commencé à scander ces cris; mais dix heures ont été arrêtées.

—Au mois de juillet dernier, le *Petit Marseillais* annonçait la mort d'un jeune marchand d'eau déposé italien, M. de Villis, appartenant à une des premières familles de la Péninsule, s'embarqua à bord du vapeur *Saint-Marc*, de la Compagnie Fraissinet, qui l'avait le trajet de Gênes à Naples.

Mais ce voyage n'arriva jamais à sa destination. Qu'était-il devenu? la famille de Villis s'en informa et fit à ce sujet de nombreuses recherches. Le capitaine du *Saint-Marc*, appelé devant le procureur du roi, à Naples, se déclara hors d'état de donner aucune explication.

Après plusieurs mois, cependant, on finit par apprendre qu'un nuit, pendant le voyage de M. de Villis, une querelle avait lieu à bord du *Saint-Marc*, entre des passagers de 3e classe, qui n'est plus que M. de Villis avait disparu, que le second du bateau en avait parlé, à son arrivée à Marseilles, au représentant de la Compagnie Fraissinet, mais qu'aussitôt il avait été interrogé et consigné.

Cet officier s'était rendu à Marseille après son débarquement. Le parquet de notre ville, immédiatement prévenu, chargea M. Arnaud, commissaire aux délégations, de l'interroger. A la suite de cet interrogatoire, deux individus ont été arrêtés et sont en ce moment dans les prisons de Naples.

On les accuse d'avoir dépouillé M. de Villis de tout ce qu'il possédait et de l'avoir ensuite jeté à la mer pour l'empêcher de se plaindre de ce larcin. L'affaire en est là pour le moment, mais on s'attend à un prochain dénouement.

LES CANNIBALES.—Le capitaine et l'équipage d'un bâtiment anglais, le *Dancing-Wave*, ont été massacrés par les indigènes des îles Salomons.

Le *Sydney Morning Herald*, du 5 juillet, en apporte la nouvelle:

Le *Dancing-Wave* était parti de Sidney pour se rendre à Somerset; il s'arrêta au groupe des îles Salomon et engagea un certain nombre d'indigènes de l'île de Florida. Le 21 avril, pendant que le capitaine Harrison était occupé à prendre leurs noms, il se fit passer entre eux un mouvement général, et immédiatement l'équipage fut jeté à coups de tomahawks, à l'exception d'un seul homme.

Le capitaine descendit à la cabine, où il mourut sur-le-champ.

Le premier officier et le steward, qui s'étaient réfugiés dans la cabine, armèrent leurs blessés, se barricadèrent derrière des portes et tirèrent à travers des trous de pistolet pour éviter de plus longues tortures.

William Broad sauta par dessus bord, s'empara d'une barque d'échappée et se dirigea vers Fi'a Savori.

A Makara, il fut pris à bord du bâtiment de la marine royale le *Sandfly*, qui fit route pour Somerset, où il arriva sans encombre. Les indigènes du groupe des îles Salomon sont cannibales. C'est un renseignement qu'on avait déjà eu dans les meilleurs termes et qu'ils ne laissent sur vous et font usage de leurs armes.

—*Le Moniteur de Puy-de-Dôme* signale un phénomène météorologique des plus curieux, qui a été observé à Clermont.

Jeudi, vers neuf heures du soir, un magnifique arc-en-ciel lunaire se déployait du nord-ouest au nord-est, parfaitement développé et présentant les couleurs presque aussi intenses.

Les couleurs étaient assez nettes, malgré l'obscurité relative du ciel; on y distinguait facilement les sept couleurs du prisme dans son ordinaire.

L'arc-en-ciel semblait surmonter un amoncellement de nuages blancs et noirs qui précédaient un orage qui a fait périodiquement.

L'apparition a duré un quart d'heure environ.

C'est la deuxième fois qu'on observe ce phénomène à Clermont.

—On lit dans la *Province de Bordeaux*:

"Depuis quelque temps, il est question d'une grande revue de toute la garnison de notre ville sur l'esplanade des Quinconces. Je nous apprenons que dans peu de jours, le général Lebrun, commandant la 18e division d'infanterie, arrivera à Bordeaux, pour passer, en présence de M. le préfet, de M. le général, inspecteur de cavalerie, et de M. l'inspecteur d'artillerie, la revue définitive des troupes.

Il paraît que le service, l'instruction des réservistes ne paraîtront pas avoir satisfait dans les casernes. Cependant, le général Lebrun, dans la dernière revue qu'il a passée à Libourne, a félicité les officiers de leurs efforts et de leur zèle. Il paraît que, dans la revue de Bordeaux, il ne sera pas aussi satisfait, et qu'il ne fera pas de compliments aux officiers de la garnison.

Il paraît même que le général Lebrun, dans la dernière revue qu'il a passée à Libourne, a déclaré que, si les choses ne changeaient pas, il ne reviendrait plus à Bordeaux.

Ces bruits ont produit une certaine émotion parmi les officiers de la garnison de Bordeaux, car, si on ne peut pas dire que la ville de Bordeaux soit une